



Analyse du potentiel et de l'efficience fiscale douanière des pays membre de l'UEMOA

KONE Djakaridja

Laboratoire d'Analyse et de Modélisation des Politiques Economique (LAMPE)
Université Péléforo Gon Coulibaly (UPGC) - Korhogo- Côte d'Ivoire

Jean Baptiste Tiémélé

Laboratoire Droit, Economie et Gestion,
Institut National Polytechnique Félix HOUPHOUET-BOIGNY (INP-HB),
Yamoussoukro, Côte d'Ivoire.

Résumé : L'objectif de cet article est de faire une introspection du potentiel fiscal douanier et de l'effort fiscal douanier des pays de l'UEMOA sur la période 1975-2021. La méthodologie utilisée fait appel à un modèle de frontière stochastique, inspiré de la version améliorée de Kumbhakar et al. (2014). Il ressort de l'étude sur le potentiel fiscal douanier de l'UEMOA que l'ouverture commerciale et le degré de monétarisation ont un effet positif et significatif, tandis que le PIB par habitant et la valeur ajoutée du secteur primaire ont des effets négatifs, bien que marginaux pour le PIB par habitant. Ces résultats soulignent la nécessité de politiques économiques ciblées (lutte contre l'évasion et la fraude fiscale, harmonisation fiscale au sein de l'UEMOA, etc...) pour renforcer le potentiel fiscal douanier de la région, en tenant compte des nuances et des complexités des interactions économiques. S'agissant de l'efficience fiscale douanière des pays de l'UEMOA, il ressort que les pays enregistrent des performances généralement élevées et constantes au fil du temps.

Mots-clés : Potentiel fiscale douanière ; Efficience fiscale douanière; Frontière stochastique ; UEMOA

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.13732422>

1. Introduction

Les revenus fiscaux occupent une place centrale dans l'économie moderne, allant bien au-delà de leur simple fonction de financement public. Donc, une forte mobilisation des revenus fiscaux internes au niveau des pays en développement est une garantie pour la conduite autonome des politiques souhaitées. Ils représentent un pilier fondamental de la structure socio-économique d'une nation, étroitement lié à la redistribution de la richesse, à la régulation économique et à la promotion de l'équité sociale. En alimentant les dépenses publiques, ces fonds soutiennent des infrastructures essentielles et des politiques de protection sociale, contribuant ainsi à réduire les inégalités et à lutter contre la pauvreté (Culpeper & Bhushan, 2010). Parallèlement, les revenus fiscaux sont des outils de politique économique puissants, permettant aux gouvernements d'influencer les comportements des acteurs économiques en favorisant certains secteurs prioritaires ou en dissuadant des pratiques jugées nuisibles à la société, telles que la pollution environnementale ou les risques financiers. Parallèlement, les revenus fiscaux sont des outils de politique économique puissants, permettant aux gouvernements d'influencer les comportements des acteurs économiques en favorisant certains secteurs prioritaires ou en dissuadant des pratiques jugées nuisibles à la société, telles que la pollution environnementale ou les risques financiers. En conséquence, l'efficacité dans la collecte des recettes fiscales demeure une préoccupation majeure, nécessitant la mise en place de systèmes de prélèvements obligatoires optimisés pour maximiser les revenus tout en réduisant les coûts associés à la fiscalité, tels que les charges administratives et l'évasion fiscale. Pour ce faire, l'établissement de politiques fiscales robustes et une administration fiscale renforcée jouent un rôle crucial dans la mobilisation des recettes fiscales. Malgré les initiatives de réforme des administrations fiscales dans les pays en développement, visant à accroître leur capacité de collecte et leur efficacité fiscale, de nombreux pays continuent de faire face à un déficit budgétaire structurel en raison d'une collecte de recettes inefficace. Selon le FMI (2023), les pays d'Afrique subsaharienne pourraient augmenter leurs recettes fiscales de manière significative en améliorant l'efficacité de leurs systèmes de perception et en introduisant des changements institutionnels. Cette situation souligne l'urgence de renforcer la capacité de génération de recettes domestiques, notamment face aux défis persistants liés à l'emprunt et aux coûts élevés associés à celui-ci.

Dans le cadre spécifique des économies de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA), des réformes significatives ont été engagées depuis la fin des années 1990 pour renforcer la collecte des recettes fiscales. Ces réformes se sont traduites par la mise en place de directives visant à améliorer à la fois la fiscalité indirecte, notamment la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA), et la fiscalité directe, en encadrant l'imposition des bénéfices des personnes morales et des revenus issus de valeurs mobilières. En conséquence, le taux de pression fiscale de l'Union est passé de 10,3% en 2002 à 13,5% en 2021, bien que ce taux reste en deçà de la norme communautaire de 20% établie dans le Pacte de Convergence, de Stabilité, de Croissance et de Solidarité (PCSCS) de 2015. Cependant, malgré ces efforts, le déficit budgétaire s'est détérioré au fil des années, passant de 1,8% en 2002 à 2,4% en 2019, en grande partie en raison de l'augmentation des dépenses publiques (TRINNOU, 2021). Ce déficit budgétaire s'est encore creusé suite à la pandémie de la Covid-19 et de la crise Russo-Ukrainienne. En dépit des mesures prises par les autorités pour atténuer les effets de la crise sur l'économie et la société, le déficit a fortement augmenté, passant de 2,4% en 2019 à 6,1% en 2022. Cette détérioration est attribuable à une augmentation des dépenses publiques, conjuguée à une insuffisance des recettes fiscales. En conséquence, le taux de pression fiscale a chuté à 12,7% en 2020, bien en deçà de la norme communautaire (BCEAO, 2020).

Ainsi, la présente étude s'attache à évaluer le potentiel fiscal douanier ainsi que l'efficacité fiscale douanière de l'UEMOA. Pour ce faire, elle poursuit deux objectifs distincts : d'une part, identifier les facteurs structurels de l'économie explicatifs d'un potentiel fiscal douanier dans l'espace UEMOA, et d'autre part, déterminer l'efficacité fiscale douanière. Dans cette démarche, l'étude se base sur deux hypothèses principales. Premièrement, elle suppose que l'administration douanière opère actuellement en deçà de son potentiel, ce qui limite sa capacité à mobiliser pleinement les recettes fiscales. Deuxièmement, elle estime que cette administration devrait idéalement fonctionner à 80% de son potentiel pour atteindre une efficacité optimale dans la collecte des recettes douanières. Ces hypothèses serviront de fondement à l'analyse approfondie du potentiel fiscal et de l'efficacité de l'administration douanière au sein de l'UEMOA, offrant ainsi des orientations précieuses pour améliorer les performances fiscales et renforcer la stabilité économique de la région.

Cette étude revêt une importance particulière dans le paysage académique car elle se concentre sur la fiscalité de porte, contrairement aux études précédentes qui ont davantage mis l'accent sur la fiscalité intérieure. Ainsi, elle comble une lacune dans la littérature en explorant une composante des recettes fiscales souvent négligée. Pour atteindre ces objectifs, nous adoptons une approche méthodologique basée sur un modèle de frontière stochastique, en nous appuyant sur la version améliorée de Kumbhakar et al. (2014). Cette approche nous permettra d'analyser de manière approfondie le potentiel fiscal et l'efficacité de l'administration douanière au sein de l'UEMOA, offrant ainsi des perspectives nouvelles et éclairantes sur ce sujet crucial.

La suite de ce papier est organisée comme suit : La première section fait la revue de la littérature sur le sujet, la seconde section présente les faits stylisés, la troisième section expose la méthodologie de l'étude et la dernière section présente les résultats des estimations. L'étude s'achève par une conclusion qui fait ressortir les implications de politiques économiques.

2. Revue de la littérature

La recherche en fiscalité évolue au sein du vaste domaine de l'économie publique, explorant deux principales perspectives: une vision positive, scrutant les réels impacts économiques de la taxation, et une approche normative, visant à concevoir un système fiscal idéal. Cette quête d'optimalité, abordée par Koleva et Monnier (2009), transcende les modèles initiaux concentrés sur l'équilibre entre efficacité et équité dans la collecte des impôts, (comme souligné dans les travaux de) Ramsey (1927), Mirrlees (1971) et Mirrlees et Diamond (1971).

Les premiers modèles fiscaux, comme celui de Ramsey (1927), préconisent des taux d'imposition différenciés en fonction de la sensibilité de la demande, dans le but de maintenir la consommation malgré les augmentations de prix induites par la taxation. Cependant, cette approche suscite des inquiétudes concernant l'équité, car elle pourrait avoir un impact disproportionné sur les produits de première nécessité, comme le souligne Gautier (2001). En outre, Mirrlees et Diamond (1971) mettent en avant l'intérêt de taxer la demande plutôt que l'offre, afin d'améliorer l'efficacité économique en ciblant la consommation et les revenus plutôt que les éléments intermédiaires de la chaîne de production, tels que les ventes et le commerce, comme l'ont discuté Best et al. (2015).

Toutefois, cette vision partielle de l'efficacité économique laisse de côté une analyse globale de la fiscalité dans le contexte des finances publiques (Mankiw et al. 2009). Ainsi, le concept plus large de "l'Économie des dispositifs fiscaux" proposé par Koleva et Monnier (2009) émerge, englobant l'évaluation de l'efficacité des politiques fiscales et de l'administration fiscale dans la collecte des recettes fiscales, en tenant compte des divers coûts liés à la taxation (Slemrod, 1990 ; Alm, 1996).

Cette approche intègre les coûts administratifs liés à la collecte et au traitement des impôts, ainsi que les enjeux de l'évasion fiscale, de l'optimisation fiscale, de la conformité aux obligations fiscales et des mesures de dissuasion légales (enforcement) et de surveillance (monitoring) mises en place par

l'administration fiscale. De plus, ce cadre englobe l'adaptation constante des dispositifs fiscaux pour refléter les évolutions structurelles et conjoncturelles de l'économie (Koleva et Monnier, 2009).

Les études portant sur le potentiel fiscal et l'effort fiscal s'inscrivent dans cette approche globale de la fiscalité. Leur objectif est d'identifier la combinaison optimale des politiques fiscales et de la performance administrative pour maximiser la collecte des recettes fiscales, tout en tenant compte des caractéristiques économiques (Alm, 1996). Cette démarche repose sur deux étapes : l'estimation du potentiel fiscal maximal théorique (en pourcentage du PIB) d'un pays en fonction de ses caractéristiques, et l'évaluation de l'efficacité générale de la collecte des impôts, c'est-à-dire l'effort fiscal, en conjuguant l'efficacité des politiques fiscales et administratives. Ces travaux offrent des enseignements pour les politiques fiscales et les comportements administratifs, en tenant compte des coûts liés à la taxation (Alm, 1996).

Les études précédentes fournissent des perspectives variées sur les déterminants de l'efficacité fiscale dans la région de l'UEMOA et en Afrique subsaharienne. En ce qui concerne les travaux empiriques, Sanatky et Woldmarass (1997) ont examiné l'efficacité fiscale dans 43 pays d'Afrique subsaharienne, dont 7 faisaient partie de l'UEMOA, sur la période 1990-1995. Leur modèle classique a mis en évidence une corrélation positive entre l'efficacité fiscale et les parts des exportations et des importations dans le PIB, mettant en évidence l'importance du commerce international dans la collecte des recettes fiscales. En complément, Gupta (2007) a étudié 105 pays en développement, dont 8 membres de l'UEMOA, sur la période 1980-2004. Leur modèle classique a révélé que l'efficacité fiscale était positivement corrélée à l'ouverture commerciale, mais négativement corrélée à la corruption et à l'instabilité politique. Cela souligne l'importance des politiques commerciales transparentes et de la stabilité politique dans l'amélioration de l'efficacité fiscale. Enfin, AMAD (2011) a examiné 20 pays d'Afrique subsaharienne, dont 15 faisaient partie de la CEDEAO, sur la période 2000-2010. Leur modèle de frontière stochastique a montré que l'efficacité fiscale était positivement corrélée à la part de l'agriculture dans le PIB et à la proportion de la population urbaine, mais négativement corrélée à la politique monétaire et au taux d'inflation. Ces résultats soulignent l'importance de l'activité agricole et de l'urbanisation dans la collecte efficace des recettes fiscales, tout en mettant en garde contre les effets néfastes de politiques monétaires laxistes et de l'inflation sur l'efficacité fiscale.

La littérature existante sur l'évaluation du potentiel fiscal douanier, en particulier dans le contexte de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), met en évidence plusieurs études qui ont analysé les déterminants de ce potentiel à travers différentes approches méthodologiques et en se basant sur un éventail de variables explicatives. Une étude menée par Fenochietto et Pessino (2013) a examiné le potentiel fiscal douanier dans 113 pays, dont six étaient membres de l'UEMOA, sur la période 1991-2012. Ils ont utilisé un modèle de frontière stochastique et ont inclus des variables telles que l'ouverture commerciale, la part de l'agriculture dans le PIB, les dépenses publiques d'éducation, l'inflation, l'indice de Gini et l'indice de perception de la corruption. Leurs résultats ont montré des différences significatives dans le potentiel fiscal douanier entre les pays de l'UEMOA en 2011. Langford et Ohlenburg (2016) ont également examiné le potentiel fiscal douanier dans un échantillon de 85 pays, dont trois étaient membres de l'UEMOA, sur la période 1984-2010. Ils ont utilisé un modèle de frontière stochastique similaire et ont inclus des variables telles que le niveau d'éducation, le ratio des importations au PIB, la part du secteur manufacturier dans le PIB, l'inflation, la corruption, la responsabilité démocratique, la loi et l'ordre. Leurs résultats ont également montré des variations dans le potentiel fiscal douanier entre les pays de l'UEMOA en 2010. Par ailleurs, Brun et Diakité (2016) ont étudié le potentiel fiscal douanier dans 114 pays, y compris les huit pays de l'UEMOA, sur la période 1980-2014. Ils ont utilisé un modèle de frontière stochastique différent et ont inclus des variables telles que la rente des ressources naturelles, le PIB par habitant, la part de l'agriculture dans le PIB et

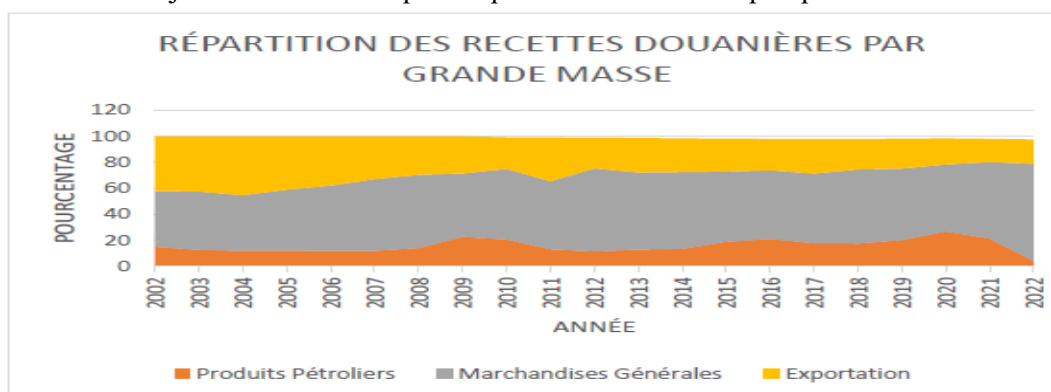
l'ouverture commerciale. Leurs résultats ont montré des différences dans le potentiel fiscal douanier entre les pays de l'UEMOA en 2010. De même, Caldeira et al. (2020) ont examiné le potentiel fiscal douanier dans 42 pays d'Afrique subsaharienne, dont les huit pays de l'UEMOA, sur la période 1980-2015, utilisant un modèle de frontière stochastique similaire. Leurs résultats ont également montré des variations dans le potentiel fiscal douanier entre les pays de l'UEMOA sur la période 2010-2015. Enfin, Korsu (2021) a étudié le potentiel fiscal douanier dans les 15 pays de la CEDEAO sur la période 2001-2015, utilisant un modèle de frontière stochastique similaire. Ses résultats ont également montré des différences dans le potentiel fiscal douanier entre les pays de la CEDEAO.

3. Faits stylisés sur les recettes douanières

Ce paragraphe nous permet de faire une analyse des recettes douanières suivant les grandes masses et ensuite suivant les taxes.

3.1. Analyse des recettes douanières suivant les grandes masses

Le graphique 1 révèle que les marchandises générales ont une contribution en moyenne toujours supérieure à 50%, suivi des émissions issues des produits d'exportation puis des produits pétroliers. En 2009, la contribution des marchandises générales a subi une légère diminution tandis que celle des produits pétroliers a eu une énorme augmentation. La baisse de la part des marchandises générales pourrait s'expliquer par l'augmentation des recettes des produits pétroliers. Le relèvement de la contribution du pétrole pourrait être dû à la chute des cours pétroliers à l'international, car il existe un mécanisme d'ajustement automatique des prix du carburant à la pompe.



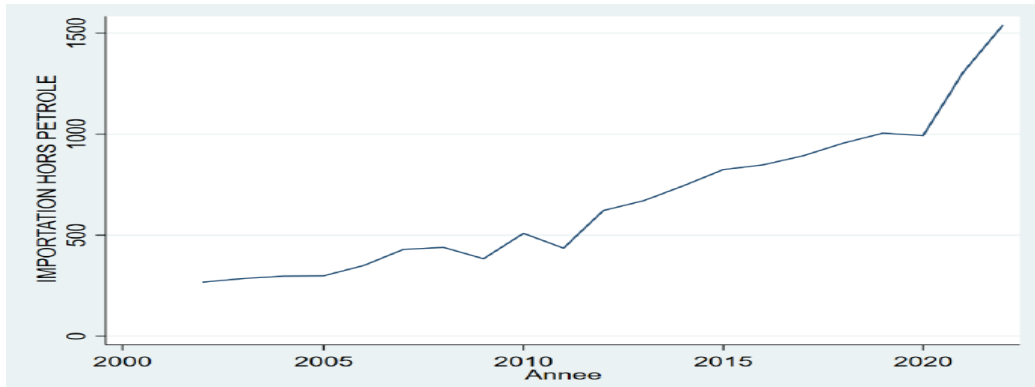
Source : DSEE, calculs des auteurs

Figure 1: Répartition des recettes douanières suivant les grandes masses de 2002 à 2022

La suite consistera à analyser les recettes issues des produits pétroliers, des marchandises générales et des produits d'exportations.

3.1.1. Les marchandises générales

Comme dans la majorité des pays en voie de développement, la zone UEMOA est dotée d'un tissu industriel faible. Ainsi, elle ne produit pas une quantité suffisante de produits manufacturés pour la population. Afin de pouvoir satisfaire la population, l'on a recours à l'extérieur.



Source: DSEE, calculs des auteurs

Figure 2: Évolution des recettes des marchandises générales (importation hors pétrole) de 2002 à 2022

Suivant le graphique 2, on note que les importations hors pétroles (marchandises générales), évoluent avec une tendance haussière sur la période. La série présente une succession de pic et de creux, ceci présage une présence de saisonnalité. Les crises postélectorales de 2010 ont provoqué une baisse des recettes issues des marchandises générales en 2011. Mais l'année qui a suivi (2012), les activités ont repris vie jusqu'à la survenue encore du COVID-19 en 2020 qui a nécessité la fermeture, pendant quelques temps, des frontières.

3.1.2. Les produits d'exportation

Comme l'on a pu le constater, le deuxième contributeur aux recettes sont les produits d'exportation. Le graphique suivant en présente donc l'évolution des recettes.

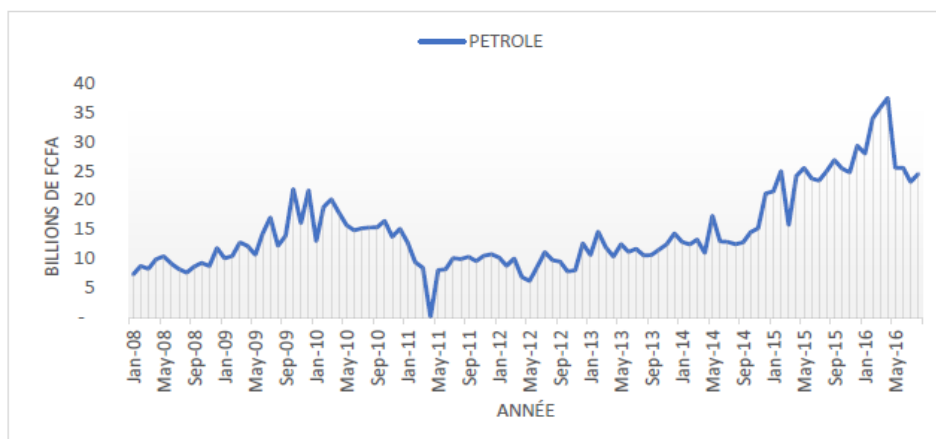


Source: DSEE, calculs des auteurs

Figure 3 : Évolution des recettes issues des produits d'exportation de 2002 à 2022

Pour les mêmes raisons que celles citées précédemment, les creux dans l'évolution des recettes des produits d'exportation sont expliqués. Outre cela, il faut noter que le creux en 2015 pourrait s'expliquer par l'annonce des élections. C'est à croire que les années électorales sont néfastes pour l'activité économique ivoirienne.

3.1.3. Les produits pétroliers



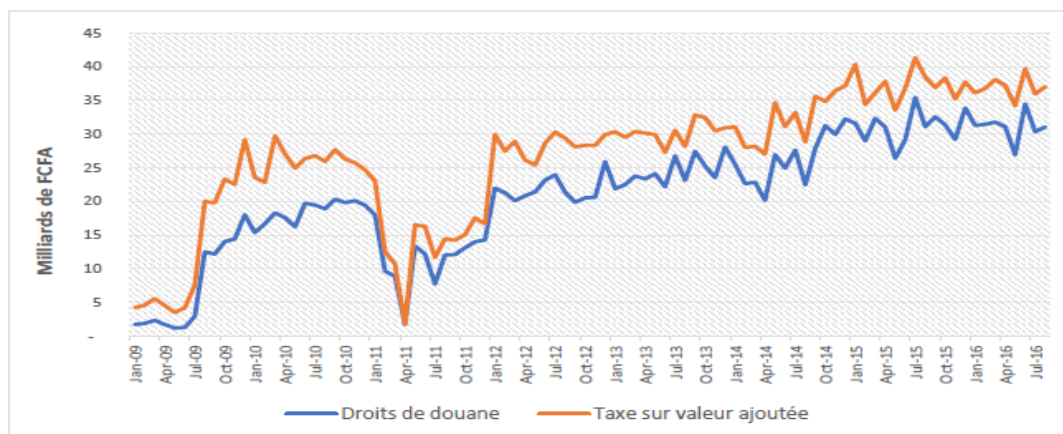
Source : DSEE, calculs des auteurs

Figure 4 : Évolution des recettes issues des produits pétroliers de janvier 2008 à Mai 2016

Les recettes issues des produits pétroliers présentent une tendance similaire à celle des marchandises générales. L'on observe un taux de croissance annuel moyen de 33% sur la période 2008-2010 suivi d'une chute de moins de 5 milliards au mois d'Avril 2011. Ce creux coïncide avec la crise postélectorale et la fermeture des frontières du pays. Depuis 2012, le taux de croissance annuel moyen est de 32,3%, en lien avec la reprise économique et la reprise des activités de la Société Ivoirienne de Raffinage (SIR).

3.2. Analyse des recettes douanières suivant les taxes

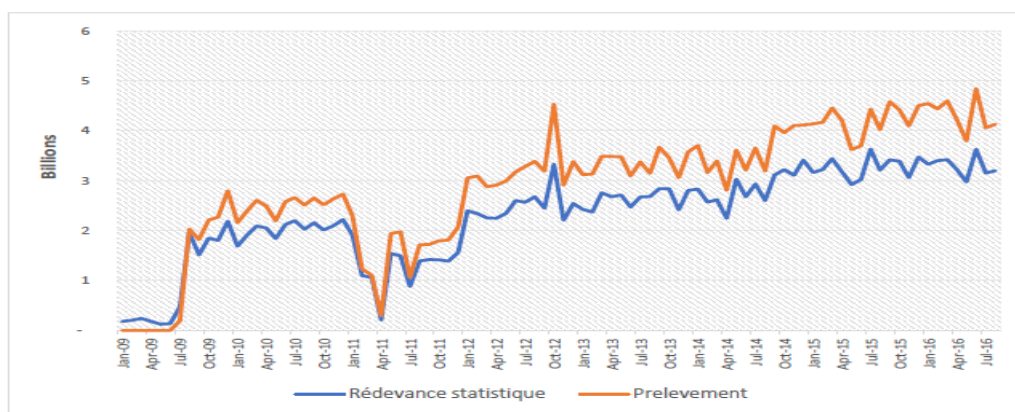
En ce qui concerne les taxes, les plus importantes sont les droits de douane, la TVA, la redevance statistique et les prélèvements communautaires.



Source : DSEE, calculs de l'auteur

Figure 5 : Évolution des droits de douanes et de la TVA de janvier 2009 à juillet 2016

Les droits de douanes (DD) sont prélevés comme un pourcentage de la valeur de la marchandise et la TVA quant à elle est un pourcentage de valeur augmentée de certaines taxes. Elles sont toutes les deux (2) collectées sur les produits d'importation. A ce titre, leur évolution est quasi-similaire sur la période. Elles présentent une tendance haussière. Mais, comme toutes nos séries les DD et la TVA ont également été affectées par la crise post-électorale.



Source: DSEE, calculs des auteurs

Figure 6 : Évolution des prélèvements communautaires et de la redevance statistique de Janvier 2009 à Juillet 2016

Les prélèvements communautaires et la redevance statistique ont une évolution assez volatile. Cependant, les amplitudes varient légèrement (amplitude autour de 500 millions entre mois) avec néanmoins des creux. La croissance d'août 2009 pourrait s'expliquer soit par le fait que les échanges hors CEDEAO se sont intensifiés ou par la réduction des exonérations.

4. Approche méthodologie de l'étude

À l'instar de la plupart des travaux analysant le potentiel fiscal et l'effort fiscal, la démarche méthodologique de cette étude se décline en deux (2) étapes. Une première étape consiste à analyser les facteurs structurels de l'économie qui pourraient expliquer l'existence d'un potentiel fiscal douanier. À la suite de l'identification des déterminants du potentiel fiscal, l'efficacité fiscale (globale) est déterminée sur la base de l'estimation des valeurs de l'efficacité fiscale relative aux mesures de politiques fiscales et de l'efficacité fiscale reflétant la performance de l'administration fiscale de porte.

4.1. Spécification du modèle de frontière stochastique

Dans le cadre de cet article, un modèle de frontière stochastique est implémenté en s'appuyant sur la version améliorée proposée par Kumbhakar et al. (2014). En effet, à la différence de la spécification de Pitt et Lee (1981) qui tient compte uniquement du terme d'inefficience invariant dans le temps, ou de celle de Battese et Coelli (1992) qui prend en compte seulement le terme d'inefficience variant dans le temps, le modèle enrichi de Kumbhakar et al. (2014) utilise les deux (2) termes d'inefficience à la fois. Pour ce faire, il décompose la variable (le terme) d'inefficience en deux (2) composantes, à savoir, une composante persistante (invariante dans le temps) et une autre composante qui varie dans le temps. La spécification du modèle de frontière stochastique se présente comme suite :

$$Y_{it} = \alpha + \beta' X_{it} + u_i + \eta_{it} - \omega_i - \mu_{it} \quad (1)$$

Dans le cadre de la présente étude, Y représentant les recettes douanières effectives rapportées au Produit Intérieur Brut (PIB). C'est le taux de pression fiscale douanier.

X désigne le vecteur des variables représentant les facteurs explicatifs (les facteurs structurels).

u_i : Capte des variables non observées invariantes dans le temps, en l'occurrence des facteurs structurels omis.

η_{it} : Constitue les termes d'erreurs variant dans le temps, approximant l'hétérogénéité entre les pays, notamment, en termes de différence de culture et de morale fiscale.

ω_i : Est le terme d'inefficience invariant dans le temps relatif aux mesures de politiques fiscales telles que les lois fiscales et la forme d'organisation des services fiscaux de porte, tandis que μ_{it} : est le

terme d'inefficience variant dans le temps, reflétant la performance de l'administration fiscale telle que l'expérience des agents des douanes ainsi que leur performance.

Ces deux (2) termes d'inefficience permettent d'évaluer, à la fois, l'effort fiscal dû aux décisions politiques et celui dû à la performance de l'administration fiscale ainsi que l'effort fiscal global qui en découle (Brun et Diakité, 2016).

L'estimation du modèle est effectuée en suivant la procédure en trois étapes proposée par Khumbakar et al. (2014).

Cette procédure implique une réécriture du modèle comme ci-après :

$$Y_{it} = \zeta + \beta'X_{it} + \delta_i + \varepsilon_{it} \quad (2)$$

$$\zeta = \alpha - E(\omega_i) - E(\mu_{it}) \quad (3)$$

$$\varepsilon_{it} = \eta_{it} - \mu_{it} + E(\mu_{it}) \quad (4)$$

$$\delta_i = \mu_i - \omega_i + E(\omega_i) \quad (5)$$

Où $E(\cdot)$ représente l'espérance mathématique de la variable aléatoire considérée.

Etape 1 : L'équation (2) est estimée en données de panel à effets aléatoires puis les valeurs prédites ε_{it} et δ_i sont récupérées.

Etape 2: L'inefficacité variable dans le temps μ_{it} est estimée à l'aide de la valeur prédite ε_{it} en utilisant un modèle de frontière stochastique standard. À partir de cette estimation de μ_{it} , l'efficacité fiscale variante dans le temps (EFV) est obtenue comme suit :

$$EFV_{it} = \exp(-\hat{\mu}_{it})$$

Etape 3: De même l'inefficacité persistante dans le temps ω_i est estimée à l'aide de la valeur prédite δ_i en utilisant un modèle de frontière stochastique standard. L'efficacité fiscale invariante dans le temps (EFI) du pays i , c'est-à-dire, l'efficacité persistante est obtenue comme suit : $EFI_{it} = \exp(-\hat{\omega}_{it})$.

Au total, l'efficacité fiscale globale (EFG) du pays i à la date t est déterminée par le produit de l'efficacité fiscale variante dans le temps (EFV) et de l'efficacité fiscale invariante dans le temps (EFI), soit $EFG_{it} = EFV_{it} * EFI_{it}$

Bien avant toute estimation, il conviendrait d'effectuer les tests de racine unitaire et de cointégration. Il s'agit des tests de Pesaran et Shin (Test IPS, 2003) et celui de Levin, Lee et Chu (Test LLC) pour ce qui est des tests de racine unitaire puis le test de Westerlund (2007) pour ce qui est du test de cointégration.

4.2. Données et sources de données

Les données utilisées dans cette étude sont tirées des bases de données de la Banque Mondiale (World Development Indicators (WDI), African Development Indicators (ADI)), International Centre for Tax and Development (ICTD) et de celle de la BCEAO. Elles couvrent la période allant de 1975 à 2021. Le choix de cette période est lié à la disponibilité des données des variables du modèle. Les tests seront effectués sur les pays de l'UEMOA excepté la Guinée-Bissau pour laquelle nous n'avons pu avoir suffisamment de données.

Pour cette étude, plusieurs variables macroéconomiques ont été sélectionnées pour évaluer leur effet sur le potentiel fiscal douanier de l'UEMOA. Les variables choisies ont été rigoureusement sélectionnées en fonction de leur pertinence théorique et empirique, ainsi que de leur disponibilité.

- PIB par habitant: Le PIB par habitant est un indicateur clé de la richesse économique d'un pays. Nous supposons que des niveaux plus élevés de PIB par habitant pourraient indiquer une capacité accrue à importer des biens, ce qui pourrait influencer positivement le potentiel fiscal douanier. Cependant, cette relation pourrait être mitigée par des facteurs tels que les habitudes de consommation et les politiques de développement économique.

- Valeur ajoutée du secteur primaire : La valeur ajoutée du secteur primaire, comprenant l'agriculture, la pêche et l'exploitation forestière, est également considérée. Étant donné que le secteur primaire est souvent soumis à des politiques fiscales spécifiques et à des variations saisonnières dans les exportations, il est important d'évaluer son impact sur le potentiel fiscal douanier.
- Valeur ajoutée du secteur industriel: Le secteur industriel est inclus en raison de son rôle dans la création de valeur ajoutée et dans les échanges commerciaux. Nous prévoyons que des niveaux plus élevés de valeur ajoutée industrielle pourraient stimuler les importations de biens manufacturés, influençant ainsi positivement le potentiel fiscal douanier.
- L'ouverture commerciale: L'ouverture commerciale, mesurée par le ratio du commerce extérieur sur le PIB, est également examinée. Nous anticipons que des niveaux plus élevés d'ouverture commerciale pourraient augmenter les flux commerciaux et, par conséquent, le potentiel fiscal douanier.
- Niveau de monétarisation : Le niveau de monétarisation de l'économie, indiquant le degré de développement du système financier, est considéré comme une variable explicative. Une plus grande monétarisation pourrait faciliter les transactions commerciales internationales, influençant ainsi positivement le potentiel fiscal douanier.

5. Résultats et interprétation

Ce dernier point présente les résultats empiriques des estimations et les interprétations. Cependant, il convient d'effectuer des tests préliminaires.

5.1. Résultats des tests préalables aux estimations

Rappelons que les tests de stationnarité sont préalables à l'analyse des estimations en données de panel en vue d'éviter des régressions fallacieuses en cas de présence de racine unitaire. Dans le but de faire une analyse rigoureuse, nous utiliserons deux types de test de racine unitaire à savoir celui d'Im, Pesaran et Shin (Test IPS) et celui de Levin, Lee et Chu (Test LLC)). Le choix de ces tests sont justifiés dans la littérature. Les résultats de ces tests indiquent que les variables tels que le PIB par Habitant, l'ouverture commerciale et le degré de monétarisation ne sont pas stationnaires à niveau pour le test LLC. En revanche, toutes les variables sont stationnaires en différence première. De même, pour le test IPS, les variables sont toutes stationnaires en différence (Tableau 1).

Parallèlement, la littérature utilise plusieurs tests afin de tester la cointégration entre les variables à l'instar de ceux de Pedroni, de Kao ou de Westerlund dont l'hypothèse alternative est l'existence de relation de cointégration entre les variables. Toutefois, la différence fondamentale entre ces tests réside dans la structuration du panel. En effet, les tests de Pedroni et de Westerlund permettent de prendre en compte l'hétérogénéité par le biais des paramètres qui peuvent différer entre les individus, tandis que le test de Kao suppose que les vecteurs de cointégration sont homogènes entre les individus.

Tableau 1 : Tests préalables aux estimations

Variables	LLC		IPS	
	À niveau	En différence	À niveau	En différence
<i>Taux de pression fiscale douanier</i>	-1.71** (0.0427)	-10.74*** (0.0000)	-2.09** (0.0183)	-11.38*** (0.0000)
<i>PIB par habitant</i>	0.12 (0.5490)	-6.57*** (0.0000)	2.14 (0.9840)	-8.90*** (0.0000)
<i>Valeur ajoutée du secteur primaire</i>	-2.59*** (0.0047)	-10.60*** (0.0000)	-2.13** (0.0165)	-12.10*** (0.0000)
<i>Valeur ajoutée du secteur industriel</i>	-2.62*** (0.0044)	-8.26*** (0.0000)	-2.39*** (0.0084)	-11.6901*** (0.0000)
<i>L'Ouverture commerciale</i>	-0.57 (0.2821)	-9.50*** (0.0000)	-3.99*** (0.0000)	-11.77*** (0.0000)
<i>Niveau de monétisation</i>	2.85 (0.9979)	-8.01*** (0.0000)	0.2338 (0.5924)	-10.92*** (0.0000)
<i>Statistique de test</i>	Tout le panel est cointégré		Une partie du panel est cointégrée	
<i>Ratio de variance</i>	2.61** (0.0431)		6.45*** (0.0000)	

Source : Auteurs

Aussi, l'avantage du test de Westerlund est qu'il permet de tester la relation de cointégration à la fois sur l'ensemble du panel ou sur une partie du panel. La prise en compte de l'hétérogénéité et de la possibilité de tester partiellement la relation de cointégration avantage le test de Westerlund car en pratique, il est rare que les vecteurs de cointégration soient identiques pour tous les individus. Ainsi, le tableau 2 montre que les statistiques de test de Westerlund rejettent l'hypothèse nulle de non-cointégration entre les variables explicatives et le taux de pression fiscale douanier. Nous pouvons donc conclure qu'il existe une relation de long terme entre les variables.

5.2. Résultats des estimations

Les résultats du tableau 2 montrent que les variables retenues à l'exception de la valeur ajoutée du secteur industriel influencent significativement le potentiel fiscal douanier dans l'UEMOA. Les variables macroéconomiques telles que l'ouverture commerciale et le degré de monétarisation ont une influence positive et significative. En effet, une augmentation de l'ouverture commerciale et du degré de monétarisation d'un point de pourcentage induit une amélioration du taux de pression fiscale douanier de 0.02 et 0.05 point de pourcentage, respectivement. Tandis que le PIB par habitant et la valeur ajoutée du secteur primaire ont des effets négatifs et significatifs, même si l'effet du PIB par habitant n'est que marginal.

Tout d'abord, la mise en évidence d'une relation négative et significative entre le PIB par habitant et le potentiel fiscal douanier souligne la complexité des interactions économiques sous-jacentes. Cette constatation non intuitive invite à une analyse approfondie des dynamiques spécifiques de l'économie ivoirienne. L'observation d'un effet négatif marginal met en lumière des subtilités dans les comportements de consommation et d'investissement, telles que la croissance des investissements locaux et la préférence pour les biens domestiques, facteurs qui pourraient atténuer l'impact habituel des importations sur les recettes douanières.

Tableau 2 : Estimation du potentiel fiscal douanier

VARIABLES explicatives	Coefficients	p-value
<i>PIB par habitant</i>	-0.00005***	0.000
<i>Valeur ajoutée du secteur primaire</i>	-0.05***	0.002
<i>Valeur ajoutée du secteur industriel</i>	0.007	0.758
<i>L'Ouverture commerciale</i>	0.02***	0.007
<i>Niveau de monétisation</i>	0.05***	0.001
<i>Constante</i>	4.96***	0.000
<i>sigma_u</i>	1.0992721	
<i>sigma_v</i>	1.4524046	

Source : Auteurs

Ensuite, l'analyse de l'ouverture commerciale et du degré de monétarisation confirme de manière cohérente les postulats de la théorie économique, soulignant ainsi l'importance capitale de ces variables dans la détermination du potentiel fiscal douanier. L'accroissement de l'ouverture commerciale et du niveau de monétisation se traduit par une augmentation significative du potentiel fiscal douanier, reflétant ainsi l'ampleur des échanges commerciaux et de l'activité économique dans la région. En outre, bien que le coefficient de la valeur ajoutée du secteur industriel soit positif, son manque de significativité met en évidence la nécessité impérieuse de favoriser davantage le développement de ce secteur afin de maximiser son influence sur les recettes douanières. Cette observation souligne les défis persistants en matière d'industrialisation et souligne l'importance cruciale de politiques visant à renforcer ce secteur vital de l'économie. Enfin, l'effet significativement négatif de la part du secteur primaire sur le potentiel fiscal douanier met en exergue les complexités inhérentes à la structure économique et aux politiques fiscales. Malgré son importance en tant que pilier de l'économie de la zone, la contribution limitée du secteur primaire aux recettes douanières s'explique par divers facteurs, notamment la nature saisonnière des exportations agricoles taxées et les efforts déployés pour formaliser ce secteur.

Tableau 3: Efficiences fiscales douanières des pays de l'UEMOA

Pays	Efficiences fiscales douanières	Moyenne sur la période d'étude (1973-2019)
Benin	Efficiences fiscale variable	44.57
	Efficiences fiscale permanente	98.76
	Efficiences fiscale globale	44.01
Burkina	Efficiences fiscale variable	42.83
	Efficiences fiscale permanente	98.75
	Efficiences fiscale globale	42.29
Côte d'Ivoire	Efficiences fiscale variable	44.12
	Efficiences fiscale permanente	98.77
	Efficiences fiscale globale	43.58
Mali	Efficiences fiscale variable	42.78
	Efficiences fiscale permanente	98.75
	Efficiences fiscale globale	42.24
Niger	Efficiences fiscale variable	42.78
	Efficiences fiscale permanente	98.75
	Efficiences fiscale globale	42.25
Sénégal	Efficiences fiscale variable	43.29
	Efficiences fiscale permanente	98.76
	Efficiences fiscale globale	42.75
Togo	Efficiences fiscale variable	43.36
	Efficiences fiscale permanente	98.76
	Efficiences fiscale globale	42.83
UEMOA	Efficiences fiscale variable	43.39
	Efficiences fiscale permanente	98.76
	Efficiences fiscale globale	42.85

Source : Auteurs

Les résultats du tableau 3 fournissent une analyse approfondie de l'efficacité fiscale douanière des pays membres de l'UEMOA sur une période étendue allant de 1975 à 2021. L'efficacité fiscale est divisée en trois catégories : efficacité fiscale variable, efficacité fiscale permanente et efficacité fiscale globale. En examinant les valeurs d'efficacité fiscale variable, nous observons des scores assez proches pour tous les pays, oscillant autour de 43-44. Cela suggère que ces pays ont une certaine variabilité dans leur efficacité fiscale douanière au fil du temps, mais qu'ils maintiennent généralement des niveaux relativement similaires. D'autre part, en ce qui concerne l'efficacité fiscale permanente, les valeurs sont remarquablement élevées, avoisinant toutes les 98-99. Cela indique une constance notable dans la performance fiscale douanière de ces pays sur la période étudiée, ce qui suggère une capacité durable à collecter des recettes douanières de manière efficace. En outre, l'efficacité fiscale globale combine les deux mesures précédentes pour fournir une vue d'ensemble. Les scores se situent généralement autour de 42-43, ce qui indique une efficacité fiscale globale légèrement inférieure à celle des mesures spécifiques. Cela peut refléter des fluctuations dans l'efficacité de la politique fiscale et des pratiques administratives au fil du temps.

6. Conclusion

L'objectif du présent article est de faire une analyse du potentiel fiscal douanier et de l'effort fiscal douanier des pays de l'UEMOA. La méthodologie employée a fait appel à un modèle de frontière

stochastique, inspire de la version améliorée de kumbhakar et al. (2014). Il ressort de l'étude sur le potentiel fiscal douanier de l'UEMOA que l'ouverture commerciale et le degré de monétarisation ont un effet positif significatif, tandis que le PIB par habitant et la valeur ajoutée du secteur primaire ont des effets négatifs, bien que marginaux pour le PIB par habitant. L'observation d'un effet négatif marginal révèle des nuances dans les comportements de consommation et d'investissement, comme la croissance des investissements locaux et la préférence pour les biens domestiques, des facteurs susceptibles de réduire l'impact habituel des importations sur les recettes douanières. Ces résultats soulignent la nécessité de politiques économiques ciblées pour renforcer le potentiel fiscal douanier de la région, en tenant compte des nuances et des complexités des interactions économiques. S'agissant de l'efficacité fiscale douanière des pays de l'UEMOA, il ressort que les pays enregistrent des performances généralement élevées et constantes au fil du temps. En raison de l'augmentation de l'ouverture commerciale et du niveau de monétisation, le potentiel fiscal douanier augmente considérablement, ce qui témoigne de l'importance des échanges commerciaux et de l'activité économique dans la région. Finalement, le secteur primaire a un impact considérablement négatif sur le potentiel fiscal douanier, mettant en évidence les complexités liées à la structure économique et aux politiques fiscales. Bien que le secteur primaire joue un rôle essentiel dans l'économie ivoirienne, on peut expliquer la faible contribution du secteur aux recettes douanières par différents facteurs, tels que la saisonnalité des exportations agricoles taxées et les efforts déployés pour formaliser ce secteur. Par ailleurs en ce qui concerne les résultats relatifs à l'efficacité fiscale douanière divisée en trois catégories, des pays membres de l'UEMOA sur la période d'étude. Il ressort que les scores d'efficacité fiscale variable sont assez similaires pour tous les pays, avec des fluctuations de 43-44. Cela laisse entendre que ces pays présentent une certaine fluctuation dans leur efficacité fiscale douanière au fil du temps, mais qu'ils maintiennent généralement des niveaux assez semblables. Par ailleurs, pour ce qui est de l'efficacité fiscale permanente, les valeurs sont très élevées, proches de toutes les 98-99. Cela témoigne d'une nette stabilité dans les résultats fiscaux douaniers de ces pays pendant la période étudiée, ce qui laisse entendre qu'ils ont une capacité durable à collecter efficacement leurs recettes douanières. De plus, l'efficacité fiscale globale regroupe les deux mesures précédentes afin de donner une vision globale. En général, les scores sont de 42-43, ce qui suggère une efficacité fiscale globale légèrement moins élevée que celle des mesures spécifiques. En conclusion, les variations dans l'efficacité fiscale variable et des scores légèrement inférieurs dans l'efficacité fiscale globale soulignent la nécessité d'une vigilance continue dans la gestion des politiques fiscales et douanières pour maintenir des niveaux élevés de collecte de recettes et de performance économique dans la région.

Bibliographie

1. **Aigner, D., Lovell, C. K., et Schmidt, P.** (1977), Formulation and estimation of stochastic frontier production function model, *Journal of econometrics*, 6, 21–37.
2. **Alfirman, L.** (2003), "Estimating stochastic frontier tax potential: Can Indonesian local governments increase tax revenues under decentralization", Center for Economic Analysis, University of Colorado at Boulder, Working paper, (pp. 03–19).
3. **Alm, J., McClelland, G. H., et Schulze, W. D.** (1992), "Why do People Pay Taxes?", *Journal of Public Economics*, 48(1): 21-38.
4. **Alm J.** (1996), "What is an optimal Tax system", *National Tax Journal*, 49 (1), mars, P.117- 133.
5. **Alm, J. et Martinez-Vazquez, J.** (2003), "Sizing the problem of the hard-to-tax", Paper presented at the Hard to Tax: An International Perspective conference. Andrew Young School of Policy Studies, Georgia State University, 15-16 May.
6. **AMAO** (2011), "Effort fiscal dans les pays de la CEDEAO", décembre.
7. **Bahl, R. W.** (1971), "A Regression Approach to Tax Effort and Tax Ratio Analysis", *Staff Papers* 18 (3): 570–612.

8. **Banque Mondiale** (2019), “Étude sur la fiscalité en Afrique de l’Ouest: Options de réforme dans une perspective sous-régionale”, Rapport de synthèse
9. **Battese, G. E., et Coelli, T. J.** (1992), “Frontier production functions, technical efficiency and panel data: with application to paddy farmers in india”, *Journal of productivity analysis*, 3, 153–169.
10. **BCEAO** (2020), “Rapport annuel”.
11. **Belinga V., Melou K. M. et Nganou J-P,** (2017), “Does Oil Revenue Crowd Out Other Tax Revenues ? Policy Lessons for Uganda”, World Bank, Policy Research Working Paper, WPS8048.
12. **Best M. C., Brockmeyer A., Kleven H. J., Spinnewijn J. et Waseem M.** (2015), “Production versus Revenue Efficiency with Limited Tax Capacity: Theory and Evidence from Pakistan”, *Journal of Political Economy*, 123(6), 1311-1355.
13. **Bird R. M. et Martinez-Vazquez J.** (2008), “Tax Effort in Developing Countries and High-Income Countries: The Impact of Corruption, Voice and Accountability”, ECON Publications. 27. https://scholarworks.gsu.edu/econ_facpub/27
14. **Bornhorst F., Gupta S. et Thornton J.** (2009), “Natural Resource Endowments and the Domestic Revenue Effort”, *European Journal of Political Economy*, 25(4), 439-446.
15. **Bothole T. D.** (2010), “Tax effort and the determinant of tax ratio in Sub-Sahara Africa”, International Conference on Applied Economics Athens, Greece. August 26-28, 2010.
16. **Brun, J.F. et Diakite, M.** (2016), “Tax potential and tax effort: an empirical estimation for non-resource tax revenue and VAT’s revenue”, <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs01332053/document>.
17. **Caldeira E., Compaoré A., Dama A. A., Mansour M., Rota-Graziosi G.** (2020), “Tax effort in Sub-Saharan African countries: Evidence from a new dataset”, *Études et Documents*, n° 2, CERDI.
18. **Chelliah, R. J.** (1971), “Trends in Taxation in Developing Countries” *Staff Papers* 18 (2): 254-331.
19. **Crivelli E. et Gupta S.** (2014), “Resource Blessing, Revenue Curse? Domestic Revenue Effort in Resource-Rich Countries”, *European Journal of Political Economy* 35: 88–101.
20. **Debreu, G.** (1951), “The coefficient of resource utilization”, *Econometrica: Journal of the Econometric Society*, (pp. 273–292).
21. **Diamond P. A. et Mirrlees J. A.** (1971), “Optimal Taxation and public production I: Production efficiency”, *The American Economic Review*, 61, p. 8-27.
22. **Doghmi H.** (2020), “La capacité de mobilisation des recettes fiscales au Maroc”, Bank-Al Maghrib, Document de travail.
23. **Farrell, M. J.** (1957), “The measurement of productive efficiency”, *Journal of the Royal Statistical Society: Series A (General)*, 120, 253–281.
24. **Fenochietto, M. R., et Pessino, M. C.** (2013), “Understanding countries’ tax effort”, International Monetary Fund.
25. **Fjeldstad, O., Schulz-Herzenberg, C., et Sjursen, I.** (2012), “Peoples’ View of Taxation in Africa: A Review of Research on Determinants of Tax Compliance”, CMI working paper, WP2012:7.
26. **FMI** (2018), “Mobilisation des recettes fiscales en Afrique subsaharienne : quelles sont les possibilités ?”, *Perspectives économiques régionales : Afrique Subsaharienne*.
27. **Gautier J-F** (2001), “Taxation optimale et réformes fiscales dans les PED : Une revue de littérature tropicalisée”, *Développement et insertion internationale (DIAL)*, Document de Travail DT/2001/02.

28. **Geourjon A-M, Caldeira E., Chambas G., Laporte B., De Quatrebarbes C. et RotaGraziosi G.** (2017), “Revue de la littérature thématique : Mobilisation des ressources intérieures publiques (MRIP) & Développement”, FERDI, Version finale, 31 mars 2017
29. **Jha, R., Mohanty, M. S., Chatterjee, S., et Chitkara, P.** (2000), “Tax efficiency in selected indian states”, In *Advances in Public Economics* (pp. 91–104), Springer.
30. **Kaufmann D., Kraay A. et Mastruzzi M.** (2010), “The Worldwide Governance Indicators Methodology and Analytical Issues”, World Bank, Policy Research Working Paper, WPS5430.
31. **Kobyagda L. I. et Binin K. Y. A.** (2021), “Analyse du potentiel et de l’effort fiscal des pays de l’Union Economique et Monétaire Ouest Africaine”, *AfricanMultidisciplinaryTax Journal*.
32. **Koleva K. et Monnier J-M.** (2009), “La représentation de l’impôt dans l’analyse économique de l’impôt et dans l’économie des dispositifs fiscaux”, *Revue économique*, 2009/1 Vol. 60 | pages 33 à 57
33. **Kumbhakar, S. C., Lien, G., et Hardaker, J. B.** (2014), “Technical efficiency in competing panel data models: a study of norwegian grain farming”, *Journal of Productivity Analysis*, 41, 321–337.
34. **Langford, B., et Ohlenburg, T.** (2016), “Tax revenue potential and effort: an empirical investigation”, *International Growth Centre Working Paper*, N° S-43202-UGA-1.
35. **Lotz, J.R. et Morss E. R.** (1967), “Measuring tax effort in developing countries”, *IMF Staff Papers*, Vol. 14: 478-499.
36. **Mankiw, N.G., Weinzierl M. et Yagan D.** (2009), “Optimal Taxation in Theory and Practice”, *Journal of Economic Perspectives*, 23(4): 147-174.
37. **Mansour M. et Rota-Graziosi G.** (2012), “Coordination fiscale dans l’Union Economique et Monétaire Ouest Africaine”, *Revue d’économie du développement*, 2012/3 - Vol. 26, pages 9 à 34
38. **Mirrlees J.** (1971), “An exploration in the Theory of optimum income Taxation”, *Review of Economic Studies*, 38 (2), avril, p. 175-208.
39. **Pitt, M. M. et Lee, L. F.** (1981), “The measurement and sources of technical inefficiency in the indonesian weaving industry”, *Journal of development economics*, 9, 43–64.
40. **Ramsey F. P.** (1927), “A contribution to the Theory of Taxation”, *Economic Journal*, 37, p. 47-61.
41. **Slemrod J.** (1990), “Optimal Taxation and optimal Tax systems”, *Journal of Economic Perspectives*, 4 (1), p. 157-178.
42. **Stotsky, J.G. and WoldeMariam A.** (1997), “Tax effort in Sub-Saharan Africa”, *IMF Working Paper*, WP/97/107 73.
43. **Svirydzhenka K.** (2016), “Introducing a New Broad-based Index of Financial Development”, *IMF Working Paper*, WP/16/05.
44. **Tanzi V.** (1981), “A Statistical Evaluation of Taxation in Sub-Saharan Africa”, in *Taxation in Sub-Saharan Africa*, Washington: International Monetary Fund, pp.45-50.
45. **Trinnou Mathieu** (2021), “Analyse des facteurs explicatifs de l’effort fiscal et du potentiel fiscal dans les pays de l’UEMOA”, *Centre Ouest-Africain de Formation et d’Études Bancaires*.